

INTERVENTION 2016

SUJET : VOTE BUDGET PRÉVISIONNEL 2016

« J'avais dédié mon intervention de politique générale à l'état des relations entre le Conseil National et le Gouvernement, dénonçant et regrettant son côté absurde et improductif, chacun devant normalement respecter son rôle, tout son rôle.

Dans cet esprit, je ne peux que regretter, et le mot est faible, l'épisode douloureux qui s'est passé en toute dernière minute de nos travaux, jeudi dernier, lorsque l'on nous demandait de voter un prêt de 60 millions d'euros destiné à financer -devinez quoi ? -, une usine d'incinération !

De réponses embarrassées en rétropédalage, j'ai donc obtenu, in extremis et sur le siège, une modification de l'intitulé de cette somme très importante. Nous parlons désormais d'une Unité de Valorisation et de Traitement ; le diable est donc dans les détails...

Face à cet incident conclu par un amendement budgétaire consenti par le Gouvernement, ce dont je le remercie tout particulièrement, je ne peux que m'inquiéter quant à la tournure prise par les événements sur ce dossier ô combien sensible.

J'é mets donc les plus grands doutes quant à la sincérité du Gouvernement en cette matière, car si nous avons voté la ligne sans exiger de modification, on aurait pu nous dire que la représentation nationale avait entériné le projet tel quel.

La COP21 vient de s'achever sur un certain succès auquel la Principauté a pris toute sa part, chaque Pays ayant une voix et une seule. Ce document, ainsi que la détermination sans faille du Prince, clairement exprimée dans sa feuille de route, nous oblige à traiter ce dossier, ainsi que tous ceux concernant l'Environnement et la Santé Publique, avec le plus grand soin et surtout en faisant preuve de modernité imaginative. Cet accord historique rebat également les cartes d'une coopération possible avec le grand Pays voisin. Ne fermons donc pas inutilement la porte.

Je vous demande donc, Monsieur le Ministre d'État, d'associer totalement le Conseil National à toute réflexion sur le devenir du traitement de nos déchets. Pas à la mode de la Commission dédiée à l'Extension en Mer, projet que je soutiens, puisque de son aveu même, le Président du Conseil National ne s'est senti pas écouté...ce qui en dit long sur son influence.

Président de la Commission Environnement, je demande une cellule de travail parfaitement et loyalement informée. Aujourd'hui, l'épisode cité en amont me démontre que nous en sommes loin.



Ce dossier n'est pas une lubie politicienne pour faire parler de nous. Il engagera pour 50 ans notre mode de vie et devra illustrer notre capacité à innover. En cette enceinte, qu'il s'agisse de grands sujets de société ou de sujets précis engageant l'avenir et la crédibilité de notre Pays, j'en appelle incessamment à la modernité. Cette posture, Monsieur le Président du Conseil National, vous l'avez dénoncée dans la presse.

Ma réponse est que sur de tels sujets qui dépassent les clivages politiques, une majorité d'idées peut se retrouver. Mais évidemment, pour me comprendre et éventuellement me suivre, il ne faut pas raisonner à échéance électorale ; ce n'est pas une question de posture mais de hauteur de vue.

Ma détermination sera sans faille.

Sur la question posée ce soir et fort de ce qui précède, je choisis l'abstention.

Je vous remercie pour votre attention. »

Jean-Louis Grinda